

ne l'adresse pas non plus à ceux qui par leur rang, leur caractère & leur expérience sont en état de décider par eux-mêmes; mais au Peuple en général, & à celui de Londres en particulier, de même qu'aux Marchands qui paroissent être les plus intéressés à cette Question *Paix ou guerre avec l'Espagne.*

Il pose d'abord deux questions; l'une, si l'avis donné au Roi par le Parlement est bon; l'autre, si les Ministres ont agi en conséquence de cet avis, qui porte " que le Roi tâchera d'obtenir de la Cour, d'Espagne une satisfaction réelle en faveur des Sujets de Sa Majesté; comme aussi la sûreté du Commerce & de la Navigation pour l'avenir dans les Mers de l'Amérique, en déclarant qu'au cas que Sa Majesté ne pût obtenir ses fins, le Parlement soutiendra Sa Majesté par des mesures efficaces &c. "; de manière que la substance de cet Avis est d'obtenir, par une négociation à l'amiable, justice pour le passé, & sûreté pour l'avenir.

L'Auteur soutient, quant à la première question, que puisque cet Avis vient d'un Corps aussi respectable que le Parlement, il ne peut qu'être censé bon; d'autant plus qu'il n'a pour objet que d'obtenir satisfaction par la négociation, afin d'éviter que la Nation ne soit plongée dans une guerre; mais, continuë-t-il, examinons la nature de la chose même pour juger si cet avis est bon.

Il dit que le succès d'une guerre est toujours incertain; qu'une guerre est toujours préjudiciable à une Nation commerçante; que celle avec l'Espagne est la plus dommageable de toutes; & que dans la conjoncture actuelle des affaires de l'Europe, eu égard aux Alliés naturels de la Grande Bretagne, jamais guerre ne pourroit être entreprise dans des circonstances plus défavorables.

Pour